



Communiqué du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Pas une voix pour Le Pen, pas une voix pour Macron !

Telle est la position que doivent adopter les organisations du mouvement ouvrier pour préparer dans les moins mauvaises conditions possibles la résistance à la plus violente offensive anti-ouvrière programmée quel que soit le vainqueur au soir du second tour

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle laissent en présence pour le second tour Macron et Le Pen, comme en 2017.

La candidate Le Pen a encore amplifié son score par rapport au premier tour de 2017, malgré la concurrence de Zemmour et ses près de 2 500 000 voix.

Le candidat Macron progresse aussi par rapport à 2017, mais il doit ce progrès pour l'essentiel à l'effondrement de la candidate LR, l'électorat LR s'étant largement dispersé sur les candidats Macron, Le Pen et Zemmour.

Les deux candidats subsistant ont en commun d'être des ennemis jurés de la classe ouvrière, des partisans ouverts du renforcement de l'État policier et de la chasse aux immigrés.

Les travailleurs et la jeunesse pour une part se sont abstenus (l'abstention est la plus importante jamais enregistrée au premier tour des présidentielles, à l'exception de 2002), pour une part importante ont cherché à se saisir du vote Mélenchon, dont le score est sensiblement supérieur à celui de 2017.

Mélenchon a en effet capté une large part de l'électorat traditionnel du PS et du PCF. Le PS soutenait Hidalgo, laquelle avait pris soin de se présenter comme n'étant pas candidate de celui-ci. Le PCF avait désigné comme son candidat Roussel. L'un et l'autre ont fait des scores d'une faiblesse insigne. C'est là le résultat de décennies de politique de prise en charge dans divers gouvernements de tous les plans anti-ouvriers de la bourgeoisie française.

Dans ces conditions, une large fraction des travailleurs n'a vu d'autre solution pour s'opposer à un second tour délétère entre Macron et Le Pen que d'utiliser le vote Mélenchon. Mais ce dernier s'est assis sur la signification de ces votes dès le soir du 1^{er} tour, en appelant de manière hypocrite (« *Pas une voix pour Mme Le Pen* ») à rejoindre le « front républicain » autour du candidat Macron. Macron ne s'y est pas trompé, qui en a immédiatement remercié Mélenchon.

A peine les résultats connus, Hidalgo, Roussel ont appelé à voter Macron, sans parler du candidat Jadot, le candidat de l'« écologie » façon MEDEF. Comme Mélenchon, en appelant à refuser toute voix à Le Pen sans se prononcer contre le vote Macron, Poutou a rejoint leurs rangs. Seule exception, Arthaud a appelé à refuser de voter pour l'un et l'autre.

Quant aux directions syndicales, si FO s'est réfugié derrière la prétendue « neutralité politique » du syndicat, la direction de la CGT a adopté une position qui, sous couvert de refuser de voter pour l'« extrême droite » revient à appeler à voter Macron.

Roussel a invité Macron à « *tenir compte* » de leur soutien et à adoucir le caractère violemment anti-ouvrier de son programme. Macron a déjà répondu en invitant ses partisans à « *convaincre les électeurs* » que son projet est le meilleur « *pour la France* », promettant de l'« *enrichir* ». Autrement dit, il a entièrement confirmé qu'étaient à l'ordre du jour la retraite à 65 ans, le parachèvement de la liquidation du droit des chômeurs, le conditionnement du RSA à 15 à 20 heures de travail hebdomadaire, l'université payante, le doublement du nombre de flics en 5 ans, le renforcement massif du budget militaire, le démantèlement de

l'Éducation nationale et du statut des enseignants, etc., etc. Il a simplement précisé qu'il allait mettre en œuvre une « *manière nouvelle de gouverner* » en y associant plus étroitement toutes les forces politiques qui appellent au second tour à voter pour lui.

Alors que valent les appels à voter Macron « *pour faire barrage à l'extrême droite* » et « *pour la préservation de la démocratie* » ?

En 2002, puis 2017 et aujourd'hui, à chaque fois les mêmes dirigeants nous ont servi le même argument. Mais depuis 2002, le score de l'extrême droite est passé de 18 % à 32 %. Cela montre assez que la progression de l'extrême droite ne peut pas être combattue par la constitution d'un « front républicain », mais en s'en prenant aux causes sociales et politiques qui précipitent électoralement des couches grandissantes de la petite bourgeoisie et même de certaines fractions du prolétariat dans les bras de ladite « extrême droite ». Cela suppose que les dirigeants du mouvement ouvrier, en particulier les dirigeants syndicaux, cessent de collaborer à la mise en œuvre de la politique du grand capital mise en œuvre par les gouvernements successifs, politique qui ruine ces couches sociales, jettent des pans entiers de la population dans le chômage, la précarité, la misère.

Aujourd'hui, les mêmes dirigeants voudraient nous faire voter Macron parce que Le Pen est une candidate raciste, qui menace les libertés. En effet, Le Pen est une candidate raciste qui préconise comme première mesure un referendum pour l'expulsion des immigrés. En effet, la Le Pen préconise le soutien total aux exactions policières contre la jeunesse des banlieues et les manifestants.

Mais a-t-il fallu que Le Pen soit au pouvoir pour que les flics de Darmanin matraquent les immigrés place de La République, lacèrent leurs tentes ? A-t-il fallu que Le Pen soit au pouvoir pour que les services de Darmanin décident de laisser mourir dans La Manche les immigrés naufragés en refusant de répondre à leur appel de détresse ? A-t-il fallu que Le Pen soit au pouvoir pour qu'en matière de libertés, le gouvernement décide d'interdire aux journalistes de filmer les exactions policières lors des manifestations ou dissolve des organisations pour la raison qu'elles soutenaient la cause palestinienne ? A-t-il fallu que Le Pen soit au pouvoir pour que Blanquer se prononce pour interdire le voile dans la rue ? Pour qu'il préconise que le recrutement des enseignants soit conditionné à « leur accord avec les valeurs de la République » ? Etc.

C'est un fait : quel que soit le vainqueur au soir du second tour, le prolétariat sait qu'il aura à faire face à la plus violente offensive contre ses droits et acquis.

Dès lors, la question est simple : moins le président élu pourra se prévaloir d'un vaste soutien électoral, meilleures – ou plutôt moins mauvaises – seront les conditions dans lesquelles le prolétariat pourra tenter d'y faire face.

Dès lors la seule position conforme aux intérêts ouvriers consiste à combattre pour que les organisations ouvrières – en premier lieu les syndicats - se prononcent :

Pas une voix pour Le Pen, pas une voix pour Macron !

Au delà de cette exigence immédiate, il faut exiger des directions syndicales qu'elles rejettent clairement, totalement les plans anti-ouvriers des candidats Macron et Le Pen et qu'elles indiquent dès maintenant qu'elles refuseront de s'associer sous quelque forme que ce soit à ces plans, ce qui signifie refuser tout « dialogue social » ou « concertation » sur eux.

C'est dans le cadre d'un tel combat, et dans les luttes de classes inévitables qu'annonce le programme commun aux deux candidats bourgeois, qu'il sera possible d'œuvrer à surmonter l'impasse politique dans laquelle travailleurs et jeunes sont aujourd'hui enfermés : en œuvrant à la construction du Parti ouvrier révolutionnaire.

Prenez contact !

A.E.P.S. 1bis, rue GUTENBERG, 93100 MONTREUIL / e-mail : socialisme@free.fr

Site web : <http://socialisme.free.fr>